



---

COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Sous-Comité de l'environnement et du développement durable

Première session  
29 septembre-1<sup>er</sup> octobre 2004  
Bangkok

**ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTÉ**

*1. Ouverture de la session*

Le programme de l'ouverture de la session sera annoncé en temps utile.

*2. Élection du bureau*

Le bureau comprendra un président, deux vice-présidents et un rapporteur.

*3. Adoption de l'ordre du jour*

L'ordre du jour provisoire (E/ESCAP/SESD/L.1) sera examiné et adopté par le Sous-Comité sous réserve d'éventuelles modifications.

*4. Partenariats multipartites pour la promotion du développement en Asie et dans le Pacifique*

À sa première session, le Comité de gestion de la mondialisation a souligné l'importance au niveau régional de l'application des recommandations du Sommet mondial pour le développement durable. Il a également recommandé que le secrétariat poursuive ses efforts, notamment pour promouvoir la participation multipartite. Cette participation favorisera la prise en charge, la transparence et la redditionnalité dans les activités, projets et programmes conçus pour atteindre les objectifs du développement durable. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité aura des discussions approfondies et il déterminera les possibilités et les mesures possibles pour encourager une participation multipartite accrue dans la conception et la mise en œuvre des initiatives et activités opérationnelles de promotion du développement durable. Les membres sont priés de faire part au secrétariat de leurs commentaires et suggestions à propos des questions soumises à l'examen du Sous-Comité, et correspondant aux différents thèmes. Il leur est demandé:

a) De recommander au secrétariat des activités prioritaires pour promouvoir la participation multipartite à ses activités futures en vue d'élargir l'accès aux services énergétiques dans les zones rurales;

b) De définir des domaines prioritaires pour les activités futures concernant la participation multipartite dans la gestion des ressources en eau aux fins du développement durable, s'agissant en particulier de la gestion intégrée des ressources en eau, de la sensibilisation du public à la conservation de l'eau, des partenariats public-privé pour les services d'approvisionnement en eau, la contamination des eaux et la gestion des catastrophes provoquées par l'eau;

c) De définir une action pour renforcer la participation multipartite dans l'élaboration et la formulation de mesures en vue d'atténuer les effets des tempêtes de poussière et de sable.

Les membres voudront peut-être aussi distribuer des documents décrivant leurs efforts et leur expérience s'agissant de renforcer la participation multipartite pour promouvoir le développement durable, en particulier par des projets opérationnels dans le secteur des ressources énergétiques et en eau et pour la protection de l'environnement. Pour stimuler le débat, le secrétariat préparera trois documents d'information faisant ressortir les principaux problèmes et questions où une participation multipartite pourrait contribuer au développement durable. Ces documents décriront également les enseignements tirés ou à tirer des projets pertinents conçus et exécutés par le secrétariat. Le Sous-Comité voudra bien par ailleurs donner son avis au secrétariat quant aux questions à inclure dans le programme de travail de ce dernier.

*a) Services énergétiques pour le développement durable dans les zones rurales*

Une cause majeure de la pauvreté et des problèmes d'environnement et de santé dans les zones rurales est l'impossibilité d'accéder aux services énergétiques de base. L'action entreprise pour éliminer la pauvreté et promouvoir le développement durable dans les zones rurales devrait consister notamment à faciliter l'accès à des services énergétiques adéquats et abordables pour améliorer le sort des populations et la productivité agricole. Le document E/ESCAP/SES/L.1 porte sur divers aspects des services énergétiques aux fins du développement durable dans des zones rurales, et en particulier sur la planification intégrée et la participation multipartite. On considère qu'une approche intégrée de l'énergie et du développement rural dans les politiques et programmes est un moyen efficace de parvenir au développement durable et de réduire la pauvreté. La participation multipartite et la facilitation des échanges d'information entre parties prenantes ainsi que l'instauration de partenariats public-privé contribuent dans une très large mesure à élargir l'accès aux services énergétiques et à renforcer les capacités à intégrer les questions relatives à l'énergie et au développement rural. Le document fournit des informations sur l'exécution de projets ou d'activités pertinentes de la CESAP ainsi que sur les enseignements tirés. Les résultats de la Réunion du Groupe spécial d'experts sur les services énergétiques pour le développement durable dans les campagnes (27-29 septembre 2004) seront présentés au Sous-Comité.

*b) Gestion des ressources en eau aux fins du développement durable*

Pour aider les pays concernés à atteindre les objectifs de la Déclaration du Millénaire et du Plan d'application de Johannesburg dans le secteur de l'eau, s'agissant en particulier des cibles concernant la gestion intégrée des ressources en eau, l'utilisation efficace de l'eau, l'atténuation des effets des catastrophes provoquées par l'eau et la planification préalable en prévision de celles-ci, la CESAP a entrepris un certain nombre d'activités pertinentes à l'appui d'initiatives des pays de la région pour atteindre ces objectifs. Le document E/ESCAP/SESD/2 met en lumière les questions relatives à un accès plus facile aux services de base d'approvisionnement en eau et les rapports qu'elles ont avec l'élimination de la pauvreté, l'amélioration de la santé humaine et de la vie quotidienne. Il décrit les résultats et l'impact des activités contribuant à l'élaboration de plans de gestion intégrée des ressources en eau exécutés dans le cadre au titre du projet en cours du Compte pour le développement sur la planification stratégique des ressources naturelles et la gestion de l'environnement (secteur de l'eau) et du projet récemment achevé consacré à l'utilisation rationnelle et efficace de l'eau et des ressources énergétiques en Asie centrale. Le document met également l'accent sur les résultats des activités de renforcement des capacités dans la promotion de la conservation de l'eau, en particulier l'élaboration de plans d'utilisation efficace de l'eau, le renforcement de la coopération régionale et de la participation multipartite pour atténuer les effets des catastrophes provoquées par l'eau et la planification préalable en prévision de celles-ci.

*c) Tempêtes de poussière et de sable: prévention et lutte*

Les tempêtes de poussière et de sable sont un phénomène environnemental grave provoqués par la dégradation des terres, la désertification et le changement climatique. Elles sont par nature transfrontières et ont des impacts socioéconomiques, sanitaires et environnementaux dramatiques dans tous les pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Ces tempêtes semblent avoir pour foyers principaux les régions désertiques et semi désertiques de l'Asie du Nord-Est, de l'Asie centrale, de l'Asie de l'Ouest et de l'Asie du Sud, notamment l'Afghanistan et la République islamique d'Iran. Pour maîtriser ce problème avec efficacité, un partenariat multipartite est nécessaire. Un tel partenariat a été établi en Asie du Nord-Est pour faire face aux problèmes environnementaux transfrontières causés par ces tempêtes et dont les effets se font sentir sur de longues distances. Dans le cadre de ce partenariat, la Banque asiatique de développement (BAsD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la CESAP ont uni leurs efforts pour exécuter un projet de dimension moyenne financé par la BAsD et le Fonds pour l'environnement mondial, sur la prévention des tempêtes de poussière et de sable et la lutte contre ce phénomène en Asie du Nord-Est avec la participation active de quatre pays. Le succès de ce projet pourra servir de modèle à d'éventuels projets de dimensions plus grandes dans toute la région. Le document E/ESCAP/SESD/4 décrit les effets des tempêtes dans la région ainsi que des mesures et des approches correctives s'articulant autour de partenariats multipartites pour l'action de prévention et de lutte.

5. *Cinquième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2005): état des préparatifs et stratégies*

Depuis 1985, des conférences ministérielles sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique ont lieu tous les cinq ans. La cinquième Conférence se tiendra du 24 au 29 mars 2005, à l'invitation du Gouvernement de la République de Corée. Étant donné les défis uniques et persistants que lance la mondialisation au développement durable, cette conférence sera d'une importance capitale s'agissant d'examiner la mise en œuvre du Plan de Johannesburg issu du Sommet mondial pour le développement durable et la Plateforme régionale pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique. Le document E/ESCAP/SESD/5 est consacré aux préparatifs et à la planification de cette importante conférence. Il commence par un examen de la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial, énumère et décrit les étapes clefs du processus préparatoire aux niveaux sous-régional et régional. Il mentionne également brièvement les manifestations parallèles qui se dérouleront en marge de la Conférence, ainsi que les principaux partenaires de l'organisation de la Conférence et donne une vue d'ensemble des principaux documents et contributions de fond. Il informe le Sous-Comité des résultats que l'on en attend. Le Sous-Comité sera prié de donner des indications concernant les aspects fonctionnels et organisationnels de la Conférence. En particulier, les participants voudront peut-être examiner les initiatives prises aux niveaux régional et sous-régional qui seront soumises à la Conférence et auxquelles le secrétariat devra donner suite.

6. *Questions relatives au programme*

a) *Examen de l'exécution du programme pour 2002-2003*

Le document E/ESCAP/SESD/3 comprend un résumé de l'exécution du programme correspondant au sous-programme Environnement et développement durable pour 2002-2003. C'est le premier rapport d'exécution axé sur les résultats. Il fait ressortir les résultats obtenus au cours de l'exercice biennal 2002-2003. Le Sous-Comité est invité à examiner le document et à prendre note des résultats obtenus.

b) *Domaines prioritaires à inclure dans le programme de travail pour 2006-2007*

Le document E/ESCAP/SESD/6 qui contient le projet de cadre stratégique pour le sous-programme Environnement et développement durable pour 2006-2007 est soumis au Comité pour examen. Le document comprend le plan-programme biennal, centré sur les objectifs et sur les réalisations attendues du sous-programme. Le Comité de la gestion de la mondialisation, à sa première session, a examiné et approuvé le plan à moyen terme pour le sous-programme. Conformément à la résolution 58/269 de l'Assemblée générale, le cadre stratégique pour l'exercice biennal 2006-2007, qui comprend le plan-programme biennal, remplace le présent plan à moyen terme quadriennal. Le cadre stratégique et le plan-programme biennal ont été approuvés par la Commission à sa soixantième session en avril 2004. Le Sous-Comité est invité à examiner le

document et à faire part de ses suggestions sur les domaines prioritaires, s'agissant en particulier des produits et activités qui pourraient contribuer aux réalisations attendues et à l'orientation stratégique incluses dans le plan.

7. *Questions diverses*

Le Sous-Comité pourra soulever toute autre question ne figurant pas à l'ordre du jour.

8. *Adoption du rapport*

Le Sous-Comité adoptera son rapport pour soumission au Comité de la gestion de la mondialisation, à sa deuxième session, en 2005.

- - - - -